

LA TRANSCAUCASIE EST MORTE, VIVE LE CAUCASE DU SUD?

PAR

GAIDZ MINASSIAN (*)

A l'inverse du Caucase du Nord, la représentation du Caucase du Sud ou méridional a changé. Signe du nouveau regard porté sur cette région accidentée par l'histoire et la géographie, son ancienne appellation, Transcaucasie, trop marquée par la domination de la Russie, a cédé sa place à une expression plus chaude : Caucase du Sud (1). Plus qu'un glissement sémantique, ce changement de nom l'affranchit de ses encombrants voisins russe, turc et iranien, en vue de former une entité juridique propre. Invisible sous les Soviétiques, cette région a montré, au bout d'une décennie d'indépendance, plusieurs signes de maturité – le dernier en date étant la « révolution de velours » en Géorgie en novembre 2003 –, accréditant l'idée selon laquelle les trois Etats qu'elle renferme, Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie, ont tourné la page à la fatalité de la guerre.

Le Caucase du Sud a fini l'année 2003 tout comme il l'avait commencée, par des élections majeures. Deux des trois chefs d'Etat ont quitté la scène politique (2). Le redressement économique des trois pays serait en cours, avec l'Azerbaïdjan en tête et la Géorgie à la traîne de la compétition régionale. L'oléoduc Bakou-Tbilissi-Soupsa (BTS) a été inauguré en 2002 et le *pipeline* Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) est en construction. Enfin, pour la première fois depuis la chute de l'URSS, l'OTAN a organisé en 2002-2003 des manœuvres dans les trois Etats de la région, se familiarisant ainsi avec cette ancienne *terra incognita*. Fini de manger son pain noir, le Caucase du Sud aurait-il enfin entamé son pain blanc, qu'aucun des trois Etats n'est prêt à partager, préférant la stratégie du « chacun pour soi » pour s'en sortir ?

En fait, cette adaptation aux réalités d'un système international lui-même en pleine mutation ne doit pas cacher l'essentiel, à savoir que les mentalités du Caucase du Sud n'ont rien perdu, sinon de leur singularité

(*) Journaliste au *Monde.fr*, chargé de cours à l'Université Paris X – Nanterre et chargé d'études au Centre de recherche sur l'Asie (Université Paris X – Nanterre).

(1) Olga OLIKER / Thomas SZAYNA, *Faultlines of Conflict in Central Asia and the South Caucasus : Implications for the US Army*, Rand Corporation, 2003.

(2) Heïdar Aliev a su, peu avant sa mort, organiser sa succession au profit de son fils, Ilham Aliev, créant ainsi la première dynastie dans la région ; Édouard Chevardnadzé a jeté l'éponge à l'issue d'une crise post-électorale contre l'opposition aux prises désormais aux réalités du pouvoir.

communiste transcaucasienne, du moins de leur réflexe post-soviétique. Il faudra donc plus que des scrutins toujours controversés et des statistiques économiques peu fiables pour consolider les assises de la paix dans la région et débarrasser les trois sociétés de leurs vieux oripeaux soviétiques communs. Le pouvoir y est toujours perçu comme un monopole réservé à une oligarchie. Les profondes plaies des guerres du Caucase ne se sont toujours pas cicatrisées dans les consciences et sur le terrain ; et ce n'est pas avec l'interminable guerre voisine de Tchétchénie que les gestions de ces crises couvrent (3). Réformes structurelles et rigueur budgétaire des trois économies sont toujours sous étroite surveillance du FMI et de la Banque mondiale, dont l'octroi régulier de crédits supplémentaires aux trois sociétés favorise leur reconstruction mais entretient aussi leur culture d'assistanat. Enfin, la coopération régionale, en tant que processus d'intégration garantissant la paix et l'esprit démocratique, n'avance qu'à petits pas (4).

LA STRATÉGIE DE LA VOIE AUTONOME : CHACUN POUR SOI

Au nom de la guerre contre le terrorisme, les interventions américaines en Afghanistan en 2001 et en Iraq en 2003, conjuguées à la guerre de Tchétchénie et l'exploitation des hydrocarbures de la Caspienne, ont rehaussé la place du Caucase du Sud dans les relations internationales. A cette dynamique de reconnaissance s'ajoute une logique de puissance entre la Russie, jalouse de son étranger proche, et les Etats-Unis, lancés dans une compétition à propos du *leadership* de la région. Au cœur de cette valorisation géopolitique, les questions de sécurité et les variations de la transition économique, lente mais irréversible, ont favorisé l'expression de nouvelles approches stratégiques de la part des trois Etats de la région, lancés à leur tour dans une vive compétition. Sensibles à cette revitalisation politique et aux sirènes de l'intégration économique, les régimes tentent de relever un triple défi, chacun à sa façon et à son rythme : la sécurité, la démocratie et la croissance.

La nouvelle architecture de la sécurité régionale

Lors du Sommet russo-américain de Moscou en mai 2002, les Présidents Vladimir Poutine et George W. Bush ont reconnu, dans leur déclaration conjointe, « *leur intérêt commun dans le Caucase du Sud et en Asie Centrale dans la défense de la stabilité, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de*

(3) Pavel BAEV / Jan KOEHLER / Christoph ZÜRCHER, *Civil Wars in the Caucasus*, A collaborative project between the World Bank Development Economics Research Group (DECGR) and Yale University, UN Studies Program, 15 mars 2002.

(4) Gaïdz MINASSIAN, « Caucase du Sud : les enjeux de la coopération régionale », *Politique étrangère*, juillet-septembre 2002, pp. 715-732.

toutes les nations de ces régions ». Russes et Américains utilisent le même langage, parlent des mêmes Etats, mais accordent-ils un sens commun à leur engagement ? En réalité, si les deux Etats parlent d'une seule voix dans le Caucase du Sud, les idées pour parvenir à la stabilité de la région diffèrent. Certes, la lutte contre le terrorisme international confirme le partenariat entre les deux Etats, mais la corbeille russo-américaine ne manque pas de pommes de discorde : outre l'épineuse question de l'élargissement de l'OTAN en Europe orientale, la gestion des oléoducs et le *leadership* dans le Caucase du Sud cultivent la suspicion mutuelle, malgré les déclarations d'amitié et autres accolades devant les caméras de télévision. En témoigne la question géorgienne, qui a non seulement mis à l'épreuve le partenariat russo-américain, mais confirmé la nouvelle donne stratégique régionale (5).

En admettant leurs intérêts communs dans la région, Russes et Américains ont dessiné les premiers plans du nouvel édifice stratégique du Caucase du Sud à partir du sensible dossier de la Géorgie. A la lecture de la crise géorgienne dénouée par la « *triste fin* » (6) du Président déchu Edouard Chevardnadzé, les Etats-Unis ont accru leur influence dans le pré-carré de la Russie (7). Washington a soutenu l'opposition pro-occidentale dans son bras de fer contre le Président géorgien, soudain proche de Moscou ; en signant une alliance avec Aslan Abachidzé, pro-russe et puissant *leader* régional de l'Adjarie. Lors de sa visite éclair, en Géorgie, le 23 novembre, Igor Ivanov, ministre des Affaires étrangères russe, n'a pas daigné rencontrer les nouveaux *leaders* géorgiens, alors que Donald Rumsfeld, chef du Pentagone, accompagné de représentants militaires et du trésor américains, les a légitimés lors de sa visite à Tbilissi, début décembre, et leur a apporté une aide d'urgence de 7 millions de dollars (8). La première entrevue russo-géorgienne de haut niveau n'a eu lieu que le 2 décembre, lors de la conférence annuelle de l'OSCE à Maastricht (9). A l'issue de cette conférence, la Russie a préféré bloquer l'adoption d'une déclaration ministérielle commune – s'auto-isolant du même coup –, plutôt que d'accepter une référence aux engagements pris à Istanbul en 1999 sur le retrait de ses bases en Géorgie, fixé à la fin de 2002, puis 2003, mais toujours pas entamé. Le 3 décembre, le Secrétaire général de l'OTAN, Lord George Robertson, a enfoncé le clou en annonçant que l'Alliance atlantique allait prochainement ouvrir un bureau de représen-

(5) Jeffrey DONOVAN, « Georgia : Clash Of Interests Tests US-Russian Relationship », *RFE/RL*, 5 décembre 2003.

(6) Editorial, *Le Monde*, 19 novembre 2003.

(7) Yann BREAULT / Pierre JOLICŒUR / Jacques LÉVESQUE, *La Russie et son ex-empire, Reconfiguration géopolitique de l'ancien espace soviétique*, Presses de Sciences Po, Paris, 2003.

(8) Washington a donné 5 millions de dollars au titre d'aide financière d'urgence et 2 millions supplémentaires pour contribuer à la note de chauffage de la population cet hiver, selon Lynn Pascoe, chargé des affaires européennes et eurasiatiques au Département d'Etat américain, en visite à Tbilissi.

(9) Il s'agit d'une rencontre entre Igor Ivanov et Nino Bourdjanadzé, Présidente par intérim de la Géorgie.

tation dans les trois pays de la région, au moment où l'OTAN appelle Moscou à respecter ses engagements en Géorgie (10).

Attendue au tournant par la communauté internationale sur sa bonne volonté d'assurer la stabilité du Caucase du Sud et de respecter ses accords avec les Etats-Unis, la Russie a préféré jouer la carte de la pondération dans cette épreuve caucasienne. Elle a dénoncé « *l'ingérence de certains pays* » dans les affaires géorgiennes, faisant allusion aux Etats-Unis, tout en affirmant qu'elle « *ne soutient aucun mouvement séparatiste* » en Géorgie. Moscou a confirmé sa volonté de retirer ses troupes en Moldavie, alors que son retrait de Géorgie pourrait prendre dix ans. Elle n'a pas remis en question la tenue de manœuvres communes OTAN-Russie en 2004 et n'a pas interrompu la coopération entre les six Etats membres du Traité de sécurité collective de la CEI et l'OTAN. Enfin, elle ne tient pas à réviser sa doctrine nucléaire susceptible de détériorer les relations avec les Etats-Unis. Un assouplissement que Washington traduit, sinon par un succès personnel, du moins par un embarras de Moscou, pris au piège entre sa doctrine de « l'étranger proche » et son respect de la légalité internationale. La longue expérience de la Russie dans la pratique du double langage n'a pas échappé à l'attention des Etats-Unis, persuadés que la recherche du compromis autour de la Géorgie n'est pas ce qui motive la Russie. Finalement, avec le test géorgien, les Etats-Unis sont parvenus à mesurer la faible marge de manœuvre de la Russie, tout comme ils avaient enregistré son impuissance lors de l'épreuve du Kosovo en 1999. Cependant, la Russie a toujours les moyens d'avancer ses pions dans la région et tout porte à croire qu'après la victoire des nationalistes aux législatives de décembre 2003, la politique étrangère russe sera beaucoup plus offensive dans le Caucase du Sud (11) et moins sensible aux avertissements des Etats-Unis et de l'OTAN, pour laquelle « *le Caucase du Sud est d'une importance capitale pour la sécurité internationale et se trouve placé à l'avant-garde des nouvelles menaces du XXI^e siècle* » (12).

L'autre caractéristique de cette nouvelle architecture de la sécurité régionale renvoie à la recherche d'un équilibre stratégique des Etats de la région dans leurs relations avec la Russie et les Etats-Unis. Après l'échec du Pacte de stabilité pour le Caucase du Sud (13) en 2000, Erevan, Bakou et Tbilissi,

(10) Déclaration de Lord George ROBERTSON, *Associated Press*, 3 décembre 2003.

(11) Jeremy BRANSTEN, « Russia : Analysts Weigh Effect of Duma Vote on CIS Behavior, Russian Expansionism », *RFE/RL*, 9 décembre 2003.

(12) Propos de Lord George Robertson, lors de sa première visite dans la région, du 14 et 16 mai 2003. Cf. Jaba DEVDARIANI, « Nato Interest in Caucasus security confirmed by Secretary general's visit », *Eurasianet.org*, 19 mai 2003.

(13) Dans le cadre de ce pacte de stabilité, le volet pétrolier, à travers la construction d'un oléoduc via l'Arménie, subordonné au règlement du problème du Haut-Karabakh, était appelé à favoriser l'intégration et l'autonomie de toute la région caucasienne. Cependant, l'intransigeance de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan à propos du Haut-Karabakh a fait échouer le projet. Cf. Michael EMERSON / Nathalie TOCCI, « A Stability Pact for the Caucasus », *Working Document*, n° 145, CEPS, Bruxelles, mai 2000; Michael EMERSON / Nathalie TOCCI / Elena PROKHOROVA, « A Stability Pact for the Caucasus in Theory and Practice », *A Supplementary Note, Working Document*, n° 152, CEPS, Bruxelles, novembre 2000. Les deux documents sont disponibles sur le site Internet du CEPS www.ceps.be.

qui appartiennent à des systèmes de sécurité différents, tentent de se doter d'une politique étrangère sensible au partenariat russo-américain, dont l'expression ne doit pas remettre en question leur souveraineté (14). Cette représentation sud-caucasienne du nouveau rapport stratégique russo-américain ne va pas jusqu'à détruire la croix géopolitique (15). Elle déplace le curseur des intérêts stratégiques de chacun sous l'effet de nouvelles lignes de force et réajuste le cap des trois Etats prêts à exploiter les dividendes multisectoriels du partenariat russo-américain, en faisant monter les enchères de la coopération bilatérale par la livraison d'armements et l'obtention de crédits.

Considérée comme le vassal de la Russie, l'Arménie cherche à mener une politique d'équilibre russo-américain, dite stratégie de complémentarité. Membre « *insulaire* » (16) du traité de sécurité de la CEI, l'Arménie tire profit de la politique volontariste de Vladimir Poutine, prêt à récompenser les pays qui coopèrent en matière de sécurité. Incarnant la seule profondeur russe aux portes du Proche-Orient, l'Arménie jouit de la présence renforcée de troupes russes sur son territoire, ainsi que du déploiement de missiles SS-300 et d'un embryon de force aérienne. En réaction à la présence de soldats américains en Géorgie, Vladimir Rouchaïlo, Secrétaire du Conseil de sécurité de la Russie, a confirmé, lors de son séjour à Erevan, en juin 2002, de nouvelles livraisons d'armes à son allié méridional, détenteur de la plus puissante armée du Caucase du Sud (17). Pour Erevan, ces marques d'attachement ne cachent pas moins une perte d'influence de la Russie dans la région, que les Arméniens exploitent par un rapprochement prudent avec les Etats-Unis. Le Président Robert Kotcharian l'a confirmé en 2002, lors des cérémonies du 10^e anniversaire du Traité de sécurité de Tachkent, en évoquant la compatibilité entre la fidélité au système de sécurité de la CEI et la coopération avec des Etats non membres (18). En 2001, Erevan a ouvert son espace aérien à la flotte américaine dans la guerre contre le terrorisme et a organisé, pour la première fois, sur son territoire les manœuvres Cooperative Determination de l'OTAN en juin 2003 (19). Toutefois, elle a reçu l'assurance que Washington ne chercherait pas à remplacer Moscou comme partenaire privilégié de l'Arménie (20).

(14) Yann BREULT / Pierre JOLICŒUR / Jacques LÉVESQUE, *op. cit.*

(15) L'axe Moscou-Erevan-Téhéran contre l'axe Washington-Istanbul-Tbilissi-Bakou.

(16) Vahan HOVANNESIAN, ex-président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale arménienne et représentant de l'Arménie à la Conférence internationale sur la sécurité dans la CEI, *Drochak*, n° 4, octobre 2003, pp. 144-149.

(17) Alyson J.K. BAILLES / Björn HAGELIN / Zdzislaw LACHOWSKI / Sam PERLO-FREEMAN / Petter STALLENHEIM / Dmitri TROFIMOV, *Armament and Disarmament in the Caucasus and Central Asia*, International Peace Research Institute, Stockholm, juillet 2003.

(18) Haroutioun KHACHATRIAN, « Security interests in the South Caucasian begin to gel », *Eurasianet.org*, 18 avril 2002.

(19) L'Arménie a obtenu 4 millions de dollars d'aide militaire des Etats-Unis en 2002 et envoyé 34 de ses soldats au Kosovo sous commandement grec au sein de la Force multinationale de paix dirigée par l'OTAN (KFOR). L'Arménie a également décidé d'envoyer 150 médecins dans le cadre de la coalition internationale en Iraq.

(20) Serge Sarkissian, ministre de la Défense arménien, s'est rendu aux Etats-Unis, du 16 au 18 mars 2002. Cf. Haroutioun KHACHATRIAN, *op. cit.*

La Géorgie et l'Azerbaïdjan, dont les relations avec la Russie sont historiquement conflictuelles, cherchent à se placer sous le parapluie américain en présentant leur candidature à l'OTAN lors de son Sommet de Prague en 2002. Cependant, le processus d'adhésion sera « *long et dur* » (21), a déclaré Lord George Robertson, car l'OTAN veut d'abord stabiliser les États de la région en proie à des conflits irrésolus et obtenir d'eux des réformes politiques (22) et des progrès en matière de paix, avant d'envisager tout élargissement de l'Alliance dans le Caucase du Sud. Cela dit, la coopération n'en est pas moins étroite. L'organisation annuelle de manœuvres de l'OTAN sur les territoires géorgien et azerbaïdjanais consolide, depuis 2000, les liens des deux États avec l'Alliance. Contrairement à Tbilissi, l'Azerbaïdjan a démenti l'installation de base de l'OTAN sur son territoire (23), tout en nouant des relations étroites avec les Américains. Depuis 1999, Bakou fournit un contingent sous commandement turc dans le cadre de la KFOR et un autre au sein de la coalition internationale en Iraq. En 2000, elle a lancé le processus de signature d'une Charte sur le partenariat distinct avec l'OTAN (24), sur la base de l'exemple ukrainien. Outre l'exploitation des oléoducs BTC et BTS, la Géorgie, l'Azerbaïdjan, les États-Unis et la Turquie ont en commun la lutte contre le terrorisme et la coopération mutuelle à la faveur de pactes de sécurité bilatéraux (25) convergents. Dans le cadre du programme « *Train and Equip* » (26) signé en 2002 avec les États-Unis au nom de la lutte contre le terrorisme et de la modernisation de son armée, la Géorgie a accueilli des centaines de marines américains chargés de neutraliser la présence présumée d'Al Qaïda dans les gorges du Pankissi. Quant à l'Azerbaïdjan, il a obtenu de Washington l'abrogation, en 2002, de la section 907 du *Freedom Support act*, qui interdisait depuis 1992 l'assistance militaire américaine à Bakou tant que celle-ci maintenait le blocus de l'Arménie.

Cette logique d'alliance avec les États-Unis n'exclut pourtant pas une recherche de compromis avec la Russie, elle-même soucieuse, depuis 2001, d'obtenir un point d'équilibre dans ses relations avec les trois États du Caucase du Sud. Le partenariat économique Moscou-Bakou fonctionne à propos de la Caspienne et de la gestion de l'oléoduc Bakou-Novorossisk (27). Vladi-

(21) Jaba DEVDARIANI, *op. cit.*

(22) Jean-Christophe PEUCH, « Georgia : Tbilisi needs urgent military reforms before Nato hopes become reality », *Eurasianet.org*, 1^{er} décembre 2002.

(23) *Interfax*, 19 décembre 2003.

(24) Il s'agirait d'un document prévoyant notamment la création d'un mécanisme consultatif de gestion de crises pouvant être activé dans l'éventualité où Bakou percevrait une menace à sa sécurité.

(25) Pacte entre la Turquie et la Géorgie en 1999, Accord de coopération militaire entre la Turquie et l'Azerbaïdjan en 1999 et Pacte entre la Géorgie et les États-Unis en 2001 puis en 2003.

(26) Washington et Ankara ont d'ailleurs fourni respectivement 7 et 2 hélicoptères de combat Huey à Tbilissi pour la lutte contre le terrorisme. En outre, Washington a versé 64 millions de dollars d'aide militaire à la Géorgie, en 2002. Cf. Alyson J. K. BAILES / Björn HAGELIN / Zdzisław LACHOWSKI / Sam PERLO-FREEMAN / Petter STALENHEIM / Dmitri TROFIMOV, *op. cit.*

(27) Nailia SOHBETQIZI, « Pragmatism guides russian-azerbaijani deal making », *Eurasianet.org*, 11 janvier 2002.

mir Poutine a soutenu la candidature d'Ilham Aliev pour la présidentielle 2003 et, après s'être entretenu avec son homologue azerbaïdjanais sur la crise géorgienne, il a reconnu que l'Azerbaïdjan n'avait fermé aucune école russe depuis son indépendance (28). Russes et Géorgiens tenteraient également de trouver un terrain d'entente dans l'après-Chevardnadzé. Méfiant envers le nouveau pouvoir géorgien (29), Vladimir Poutine a toutefois recommandé à Tbilissi des relations « *réellement amicales* » (30) avec Moscou, lors d'un entretien téléphonique avec Nino Bourdjanadzé. Cette dernière avait d'ailleurs souligné, lors de la conférence de l'OSCE à Maastricht, que les Géorgiens sont « *prêts à sortir du carcan des préjugés historiques pour recommencer à zéro* » (31) leurs relations avec la Russie. Un vent d'apaisement soufflerait donc sur les relations bilatérales. Un vent trompeur pour certains Géorgiens, persuadés que l'objectif majeur de la Russie est de chercher « *le chaos* » (32), maintenant que Moscou aurait semblé admettre la perte de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan (33). Si Tbilissi attend de Moscou qu'elle joue un « *rôle stabilisateur* » dans la région, il n'empêche que les motifs de fâcherie, tels les bases russes en Géorgie, le séparatisme et la guerre de Tchétchénie (34), n'ont toujours pas été abordés, comme si Moscou et Tbilissi attendaient les résultats des scrutins de 2004 pour rouvrir ces dossiers et relancer leur bras de fer.

Les irréversibles progrès de la démocratie

Il ne peut y avoir de sécurité régionale sans engagement des Etats locaux, ni moins de paix collective sans avancées démocratiques dans le Caucase du Sud. C'est le constat général que tirent Américains et Européens et, dans une moindre mesure, Russes, Arméniens, Azerbaïdjanais et Géorgiens à propos de l'avenir de la région. Cet angélisme au profit de la démocratie et de la concorde entre les nations, doublé de l'épreuve géorgienne, ont relancé la course entre les Etats, tous trois membres du Conseil de l'Europe.

Le principal enseignement de la révolution de velours en Géorgie est que la construction du concept d'opposition dans l'espace post-soviétique ne relève plus de l'illusion. Interdite sous les Soviets, l'opposition a prouvé, dans l'épreuve géorgienne, son existence et ses capacités de mobilisation sans effusion de sang. Faut-il pour autant mettre cette transition pacifique

(28) Naïra HAYRUMIAN, « Nato installations in Azerbaijan? », *Azat Artsakh*, 19 décembre 2003.

(29) Nathalie NOUGAYRÈDE, « La Russie s'inquiète du nouveau pouvoir en Géorgie », *Le Monde*, 26 novembre 2003; Nathalie NOUGAYRÈDE, « Moscou affiche son hostilité au nouveau pouvoir à Tbilissi », *Le Monde*, 28 novembre 2003.

(30) Déclaration de Vladimir POUTINE, *AFP*, 6 décembre 2003.

(31) Déclaration de Nino BOURDJANADZÉ, *AFP*, 1^{er} décembre 2003.

(32) Irakly ARESHIDZÉ, « Georgian official says Russia's goal is chaos », interview de Malkhaz Kakabadzé et Irakli Batiashvili, *Eurasianet.org*, 16 août 2002.

(33) Igor TORBAKOV, « Policy Markerts in Russia concerned about possibility of 'losing' Azerbaijan and Georgia », *Eurasianet.org*, 10 juin 2003.

(34) Sans oublier la présence de l'oligarque Boris Berezovski à Tbilissi durant la crise. Exilé à Londres, ce dernier est recherché par la police russe.

sur le compte d'une opposition mature ou sur la qualité d'homme d'Etat de son Président sortant ? Si, à l'époque de l'URSS de Mikhaïl Gorbatchev, la contestation s'appuyait sur l'Etat fédéré dans la lutte contre le pouvoir central pour l'indépendance, le cas géorgien montre que la contestation prend désormais appui sur la société contre le régime, quitte à déstabiliser l'Etat. Cet effet de contagion démocratique à l'échelle des Etats post-soviétiques est tel que la CEI, par la voix de son Président en exercice, l'Ukrainien Léonid Koutchma, a jugé « *inadmissibles* » (35) les événements en Géorgie, évoquant « *l'inconstitutionnalité* » des méthodes de l'opposition.

Une révolution de velours géorgienne qui pourrait servir de « *leçon pour l'Ukraine* » (36), mais aussi pour tous les pays de la CEI. La victoire de l'opposition en Géorgie, où tous les corps de l'Etat ont juré fidélité au pouvoir intérimaire (37), a donné des ailes aux opposants arméniens et azerbaïdjanais, qui contestent respectivement la victoire électorale de Robert Kotcharian à la présidentielle de mars 2003 en Arménie et celle d'Ilham Aliiev au scrutin d'octobre 2003 en Azerbaïdjan. Cependant, le risque d'assister à une crise de régime est plus grand à Erevan qu'à Bakou, même si Erevan a pris acte du changement à Tbilissi.

En Arménie, la transition démocratique a marqué des points depuis quelques années. La formation d'un gouvernement de coalition à l'issue des législatives de mai 2003, l'abolition de la peine de mort en 2003, l'élection du Président de la République à deux tours lors de scrutins consécutifs en 1998 et en 2003 indiquent que le processus de démocratisation est réel, mais fragile. En raison de cette fébrile ouverture, la poussée de fièvre démocratique géorgienne pourrait avoir un fort « *impact psychologique en Arménie* » (38), selon les termes du *leader* de l'opposition, Stepan Démirchian. Pour éviter ce scénario catastrophe, Erevan a annoncé, après l'échec du référendum de mai 2003, que le projet de réformes constitutionnelles en vue de s'adapter aux standards européens ne pourrait pas avoir lieu avant 2005, alors que le Conseil de l'Europe prévoyait un scrutin référendaire dès le printemps 2004. En attendant, l'opposition entend prendre au piège le régime sur ses engagements démocratiques, en cherchant à obtenir le plus vite possible un référendum de confiance du Président. Selon elle, la « *victoire du peuple géorgien* » (39) trouvera un prolongement en Arménie, où la coalition gouvernementale frappe par son hétérogénéité et sa faible expérience en matière de compromis politique (40).

(35) Propos du Président ukrainien, Léonid Koutchma, président en exercice de la CEI, Kiev, 22 novembre 2003.

(36) *AFP*, 24 novembre 2003.

(37) Celui de la troïka Nino Bourdjanadzé-Zourab Jvania-Mikhaïl Saakachvili.

(38) « CIS states view events in Georgia with caution », *Eurasianet.org*, 25 novembre 2003.

(39) Don HILL, « Caucasus : Georgia's Neighbors Look Warily To Tbilisi As Political Crisis Shakes Itself Out », *RFE/RL*, 25 novembre 2003.

(40) Shakeh AVOYAN, « Coalition friction blamed for parliament rebuff of 2002 privatization », *RFE/RL*, 4 décembre 2003.

En Azerbaïdjan, les opposants réduits à quelques personnalités – les autres sont soit sous les verrous, soit en exil – ne jouissent pas des mêmes moyens d’actions que leurs homologues arméniens. Réunie dans un front hétéroclite, l’opposition a dénoncé le soutien d’Ilham Aliev au Président Edouard Chevardnadzé, associant à ce geste amical l’inexpérience de son jeune chef d’Etat (41). En fait, elle espère trouver dans « *ces avancées de la démocratie en Géorgie* » (42) toute l’énergie nécessaire au « *développement du processus démocratique* » (43) dans son pays aux mains d’une dynastie à la tête d’une sorte de « sultanat ». Dans cette perspective, elle compte sur les Etats-Unis, qui fondent de sérieux espoirs sur les capacités du jeune Président à relancer la transition démocratique dans son pays (44).

Forte du soutien des Etats-Unis et de l’Union européenne (45), persuadée que le scrutin du 4 janvier 2004 à Tbilissi trancherait avec les parodies d’élections précédentes, la Géorgie, devenue le laboratoire de la démocratie dans toute la CEI, à défaut d’être un modèle, est cependant consciente que la formation d’une « nation démocratique » prendra du temps (46), tant sa révolution de velours se heurte à une multitude d’obstacles exogènes et endogènes. Quoi qu’il en soit, le changement de perception du politique est en cours dans les trois Etats du Caucase du Sud.

Le redressement des économies nationales

Dans la logique post-totalitaire et depuis les progrès de la mondialisation, réformes démocratiques et réformes libérales sont indissociables pour l’intégration et l’autonomie économique des Etats du Caucase du Sud (47). D’après le rapport annuel de la BERD sur la transition à l’Est, les économies des pays de l’Est seraient plus dynamiques que le reste du monde. Selon les dernières statistiques sur les pays du Caucase du Sud (48), l’Arménie aurait un taux de croissance de 12 % en 2003, l’Azerbaïdjan de 9,2 % et la Géorgie de 4,8 % (49). Selon le FMI, les prévisions macro-économiques des trois pays jusqu’en 2008 font toutes état d’une croissance constante et

(41) Il s’agit notamment d’Isa Gambar, *leader* du Moussavat (parti nationaliste), d’Etibar Mamedov, chef du Parti de l’indépendance nationale de l’Azerbaïdjan, et d’Ali Karimov, dirigeant du Front Populaire d’Azerbaïdjan.

(42) « CIS states view events in Georgia with caution », *op. cit.*

(43) Don HILL, *op. cit.*

(44) A Eurasianet commentary, « Washington’s designs on Azerbaijan depend on democratic transition », *Eurasianet.org*, 24 avril 2003.

(45) La Commission européenne a donné 2 millions d’euros, les Pays-Bas, un million d’euros, l’Allemagne 750 000 euros, la Grande-Bretagne, 305 000 livres, la Norvège, jusqu’à 500 000 euros et le Canada 500 000 dollars, soit un total de 5,33 millions d’euros pour les élections présidentielle et législatives de 2004.

(46) Jaba DEVDARIANI, « Georgia’s peaceful ‘revolution’ may not translate easily », *Eurasianet.org*, 16 décembre 2003.

(47) Olga OLIKER / Thomas SZAYNA, *op. cit.*

(48) Chiffres qu’il faut manier avec prudence, car leur fiabilité est loin de faire l’unanimité du côté des experts occidentaux.

(49) Le PIB par habitant serait en hausse constante depuis quelques années, tout comme la production industrielle (Arménie, 3,8 % ; Azerbaïdjan, 5 %), sauf en Géorgie (-1,2 %).

d'une inflation contenue (50). Tous les organismes spécialisés ont enregistré les progrès des Etats aux normes économiques internationales et, même si beaucoup reste à faire, la période de chaos de ces trois économies post-soviétiques semble être derrière elles.

Moteur du redressement des pays de la CEI, la Russie ambitionne de créer un « *empire libéral* » dans le Caucase du Sud et en Asie centrale (51), en s'appuyant sur la Communauté économique eurasiennne créée en 2001. Encouragée par ses flatteuses perspectives de croissance, la Russie appelle à l'intégration des économies nationales dans un marché commun (52). Plusieurs pays s'opposent à ce qui pourrait s'appeler un « *nouvel unilatéralisme* » russe (53) et, pour contrecarrer les plans de la Russie, optent pour une revitalisation du GUAM avec le soutien des Etats-Unis (54). Signe de changement du visage économique de la région, l'Union européenne, dont les frontières s'élargissent à l'Est en 2004, est devenue le principal client (55) des trois Etats, loin devant la Russie et les Etats-Unis. Ce renforcement des liens avec la zone européenne, pour peu qu'il s'accélère avec l'arrivée de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'UE en 2007, rapprochant cette dernière du Caucase, renvoie à leur intégration à long terme. Romano Prodi, président de la Commission européenne, a signalé aux trois chefs d'Etat que l'Union voulait des « *liens forts* » avec eux, inspiré qu'il était par les ministres des Affaires étrangères européens favorables à l'inclusion de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie dans la nouvelle initiative « *Europe élargie – voisinage* » du Parlement européen (56). Pour de nombreux analystes, l'Union européenne risque, depuis l'échec du Sommet de Bruxelles sur le projet de traité en vue d'une Constitution européenne, de négliger le Caucase du Sud, préférant d'abord parler de stabilité avant d'envisager un quelconque processus d'intégration (57). La porte européenne est donc grande ouverte, même si les trois pays doivent encore faire leur preuve en matière de réformes politiques et économiques (58).

(50) L'Arménie oscillerait entre 7 % et 6 %, l'Azerbaïdjan, entre 9,2 % et 10,7 %, la Géorgie, entre 4,5 % et 3,5 %. Cf. FMI, « Azerbaïdjan », *Country Report*, n° 03/154, juin 2003; FMI, « Géorgie », *Country Report*, n° 03/34, novembre 2003; FMI, « Arménie », *Country Report*, n° 03/379, décembre 2003.

(51) Igor TORBAKOV, « Russian policymakers air notion of 'liberal empire' in Caucasus, Central Asia », *Eurasianet.org*, 27 octobre 2003.

(52) Sophie LAMBROSCHINI, « CIS : Leaders To Focus On Economic Issues At Yalta Summit », *RFE/RL*, 18 septembre 2003.

(53) « Russia mulls a new unilateralism », *Eurasianet.org*, 16 juillet 2002.

(54) Taras KUZIO / Sergei BLAGOV, « GUUAM makes comeback bid with US support », *Eurasianet.org*, 7 juillet 2003. L'Ouzbékistan ayant quitté le GUUAM, l'entité s'appelle désormais GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie).

(55) L'Union européenne importe 31,7 % de marchandises à l'Arménie sur un total de 340 millions de dollars d'exportations de l'Arménie, 59,4 % de marchandises à l'Azerbaïdjan sur un total de 1 580 millions de dollars d'exportations de l'Azerbaïdjan et 39,9 % de marchandises à la Géorgie sur un total de 531 millions de dollars d'exportations de la Géorgie. Cf. *L'Etat du monde 2004*, La Découverte, Paris, 2003.

(56) Résolution du Parlement européen, 20 novembre 2003, sur « L'Europe élargie : un nouveau cadre pour les relations avec nos voisins de l'Est et du Sud ». Déclaration adoptée lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères européens, le 26 janvier 2004 à Bruxelles.

(57) Breffni O'ROURKE, « Caucasus : Is the EU neglecting the region's strategic importance ? », *Eurasianet.org*, 16 mars 2003.

(58) Ahto LOBJAKAS, « EU considers closer ties with South Caucasus countries », *RFE/RL*, 9 décembre 2003.

Des trois pays, c'est l'Azerbaïdjan qui s'en sort le mieux, grâce à l'aide des Etats-Unis, mais aussi grâce à ses ressources pétrolières, qui rapportent par an plusieurs centaines de millions de dollars à l'économie du pays. L'inauguration du BTS en 2003 et celle, prévue en 2005, du BTC pouvant charrier un million de barils/jour jusqu'aux portes de Ceyhan, devraient accroître ses revenus et son indépendance économique. Profitant de la hausse du prix du baril de pétrole depuis quelques années, Bakou a des réserves d'or noir dépassant un milliard de barils, mais la production n'a pas augmenté pour autant. En fait, l'Azerbaïdjan est trop dépendante de la moindre fluctuation du prix du pétrole. Bakou tente non sans mal de diversifier son économie, mais si le secteur énergétique est prometteur, les autres sont plutôt délabrés, bien que le FMI, la Banque mondiale et la BERD allègent les difficultés du pays. A cela s'ajoute le changement de régime en Iraq, où les Etats-Unis s'appuient désormais sur un régime vassal dont la rente pétrolière peut réduire l'intérêt de la communauté internationale pour le *pipeline* BTC au coût élevé – 3,6 milliards de dollars –, à la réalisation difficile – 1 760 km dans des régions instables que sont la Géorgie et le Kurdistan turc – et aux imprévus multiples – grèves de 200 ouvriers géorgiens contre des salaires impayés en décembre 2003.

L'économie de l'Arménie relève du paradoxe (59). Considérée comme l'un des pays les plus libéraux de la CEI, l'Arménie est aussi le plus enclavé des trois Etats et est victime d'un double blocus (60). Pourtant, FMI et Banque mondiale ont reconnu que les réformes du gouvernement avaient permis au pays de sortir du chaos (61). Les investissements de la diaspora arménienne (62) et le projet d'ouverture de la frontière arméno-turque illustrent ce changement en cours de l'économie du pays. Tous les ans, les entrepreneurs de la diaspora investissent plusieurs centaines de millions de dollars en Arménie. Le poids de cette manne diasporique n'a pas échappé à l'attention de la Russie, dont le Président Vladimir Poutine a reconnu le rôle stratégique lors de son discours d'ouverture du premier Congrès de l'Organisation des Arméniens du monde, en octobre 2003, à Moscou (63). Quant aux Etats-Unis, ils financent le dialogue arméno-turc et le projet de réouverture de la frontière bilatérale par laquelle ils comptent insérer la ligne Kars-

(59) Haroutiun KHACHATRIAN, « The paradox of armenian economy », *Eurasianet.org*, 4 janvier 2001.

(60) L'Azerbaïdjan impose un blocus depuis 1989 ; par solidarité avec Bakou, la Turquie a imposé à son tour un blocus de l'Arménie depuis 1993.

(61) FMI, « Republic of Armenia : Fourth Review Under the Poverty Reduction and Growth Facility and Request for Waiver of Performance Criterion – Staff Report » et « Staff Statement ; and Press Release on the Executive Board Discussion », *Country Report*, n° 03/379, décembre 2003. Visite de la directrice des Etats du Caucase du Sud à la Banque Mondiale, Donna Dowsett-Coirolo, en Arménie, du 13 au 16 septembre 2002.

(62) Lara TCHOLAKIAN, « Armenian Diaspora looks for presidential vote to promote stable growth », *Eurasianet.org*, 18 février 2003.

(63) Sophie LAMBROSCHINI, « Russia : Putin Plays To Armenian Diaspora, But For What Purpose ? », *RFE/RL*, 13 octobre 2003.

Gumri dans le projet Traceca (64) et dont l'enjeu est le basculement de tout le Caucase du Sud dans le giron américain (65), sur fond de paix.

En prise à de grandes difficultés, la Géorgie présente le tableau le plus sombre des trois économies. Toutefois, les perspectives ne sont pas désespérantes, car qui contrôle les routes d'exportation du pétrole contrôle le pétrole lui-même. Et, à ce stade, la Géorgie, partenaire économique de l'Azerbaïdjan, est traversée par deux oléoducs sous protection américaine, qui devraient à terme lui rapporter deux cents millions de dollars de royalties par an. Si on ajoute à ces recettes le fait que le niveau des investissements étrangers directs (IED) par habitant en Géorgie est l'un des plus élevés de toute la CEI, Tbilissi pourrait sortir de la zone grise plus vite que prévue. D'autant que les États-Unis lui ont donné plus de 1,25 milliard de dollars depuis son indépendance, de façon à s'inféoder ce territoire de transit pétrolier et cœur de la stabilité régionale.

Ainsi, le Caucase du Sud passerait-il de l'image de l'impasse soviétique à celle du carrefour post-communiste ? En termes d'image, ce serait plutôt celle du Caucase du Sud en pointe contre le Caucase du Sud à la traîne qui l'emporte, tant le poids de l'héritage soviétique a laissé de fortes empreintes sur les trois jeunes États.

LE LOURD HÉRITAGE SOVIÉTIQUE : TOUS COMMUNS

Au Caucase du Sud comme ailleurs, la transition politique et la mondialisation ont pris à contre-pied la formation de l'État-nation dans un monde où l'État a lui-même perdu de sa vigueur en tant qu'acteur central des relations internationales. Cette mutation de l'ordre mondial a pris la forme d'un double mouvement à l'intérieur des trois États de la région. D'une part, les gouvernements ont dû tenir compte des exigences du marché pour s'intégrer dans les circuits économiques, provoquant de fortes inégalités au sein des populations. D'autre part, ils se sont heurtés à des séparatismes violents lors de guerres infra-étatiques. Dans un cas, c'est la société contre le marché ; dans l'autre, c'est la nationalité contre l'État. En écho à ce double risque de déstabilisation, le Caucase du Sud frappe par des guerres cousines, aujourd'hui en suspens, la construction inachevée de l'État reclus dans l'autoritarisme et des économies placées sous une double perfusion, celle d'une Russie prédatrice et celle des organisations financières internationales.

(64) Cf. le site Internet de la Banque mondiale www.worldbank.org.

(65) Jean-Christophe PEUCH, « Armenia/Turkey : Economic Necessity Pushing Yerevan, Ankara Closer », *RFE/RL*, 25 juillet 2003.

Des guerres cousines en suspens

Si la crise géorgienne a fait sursauter toutes les zones grises du Caucase du Sud, elle ne nous dit pas encore si elle a réveillé les démons du nationalisme d'Etat ou du nationalisme ethnique. En plus de dix ans d'indépendance, aucune crise infra-étatique n'a été réglée. Pour la plupart gelées, ces guerres cousines sont à la merci des variations stratégiques, mondiales comme régionales (66). Soumis à la logique de puissance des grands, le Caucase du Sud est prisonnier de ces guerres en suspens et, tant que la communauté internationale, à commencer par la Russie et les Etats-Unis, ne portera pas leur règlement à son agenda, le principe aronien « *paix impossible, guerre improbable* » gardera toute son actualité. Car, Abkhazie, Ossétie du Sud, Adjarie, Djavakhtie et Haut-Karabakh ont en commun le fait d'entretenir des relations étroites avec la Russie, de se construire une micro-diplomatie et d'être dirigés d'une main de fer par des « présidents » non reconnus par la communauté internationale.

De toutes les zones grises, l'Adjarie, république sise le long de la mer Noire et frontalière de la Turquie, est celle qui a réagi le plus énergiquement au changement de régime à Tbilissi, dénonçant un « *coup d'Etat* » (67) et en appelant à une « *logique de dialogue* » (68) avec le nouveau pouvoir. Soutien de dernière minute du Président géorgien déchu, le *leader* adjare, Aslan Abachidzé, a menacé de boycotter la présidentielle en Géorgie et a déclaré l'état d'urgence dans sa république autonome. En Abkhazie, malgré la mission de la MONUG et la présence d'une force russe d'interposition sous mandat de la CEI, l'accord de cessez-le-feu signé avec Tbilissi en 1994 (69) est précaire. Incidents (70) et accrochages ont lieu régulièrement dans cette région insoumise, dont le « Président », Paul Khadjinba, a insisté, en plein changement à Tbilissi, sur « *l'indépendance non négociable de son Etat, quel que soit le régime géorgien* ». En Ossétie du Sud, où le *statu quo* est de facto garanti par une force russe d'interposition, le « Président » Edouard Kokoïty a réaffirmé, au cœur de la crise géorgienne, son « *désir d'adhérer à la Fédération de Russie* ». En Djavakhtie, région majoritairement arménienne en Géorgie et frontalière de l'Arménie, la démission du Président géorgien a avivé la méfiance à l'égard du pouvoir central. Le nationalisme géorgien, le sort de la base militaire russe et le probable établissement des Turcs meshkets dans la région, après en avoir été déportés par Staline il y a plus de cinquante ans, inquiètent les Arméniens de cette zone sous-développée située à 35 km de la

(66) Yann BREault / Pierre JOLICŒUR / Jacques LÉVESQUE, *op. cit.*

(67) Déclaration du Président adjare, *AFP*, 26 novembre 2003.

(68) « *Ajaria issue creates conundrum for Georgia's new leaders* », *Eurasianet.org*, 4 décembre 2003.

(69) Mission d'observation des Nations Unies mise en place depuis août 1993 et chargée de faire respecter le cessez-le-feu de mai 1994. La force russe comprend 3 000 hommes.

(70) En juin dernier, trois observateurs de l'ONU et leur interprète ont été enlevés dans les gorges de Kodor, une zone démilitarisée entre la région séparatiste et le reste du territoire géorgien.

Turquie (71). Enfin, le processus de paix dans le Haut-Karabakh, sous l'égide du Groupe de Minsk de l'OSCE, est au point mort. Élection oblige, l'année 2003 n'a rien apporté en matière de consolidation de la paix. Au contraire, les présidentielles en Arménie et en Azerbaïdjan ont été l'occasion de rappeler les positions fermes de chaque camp (72), à tel point que certains observateurs ont évoqué une course à l'armement entre Erevan et Bakou (73). Malgré des initiatives de paix prises ici ou là (74), le sort du Haut-Karabakh dépend avant tout du jeu des puissances et de la volonté des chefs d'Etat de faire preuve de compromis.

La Russie possède plusieurs jeux de clefs pour ouvrir les portes de la paix ou celles des hostilités dans ces crises locales. Présente sous mandat de la CEI en Abkhazie et en Ossétie du Sud et comptant deux bases militaires en Adjarie et au Djavakhtie, la Russie peut à tout moment utiliser l'instrument ethnique pour déstabiliser la Géorgie. Moscou profite également de la proximité de la guerre de Tchétchénie pour exercer de fortes pressions sur Tbilissi dans sa lutte contre le terrorisme. Moscou a aboli l'obligation de visa pour les habitants d'Abkhazie, d'Ossétie du Sud et d'Adjarie, provoquant au passage l'ire des Géorgiens. Par provocation, Moscou a réuni au Kremlin les dirigeants des trois enclaves séparatistes de Géorgie pour prendre le pouls de la contestation et mettre au point des stratégies complémentaires (75). Dans cette ingérence dans les affaires de Tbilissi, Moscou cherche à réveiller le nationalisme géorgien pour mieux le combattre en portant secours aux « *minorités agressées* ». D'ailleurs, les premières déclarations des nouveaux *leaders* géorgiens à propos de l'intégrité du pays ne tranchent pas avec la fermeté de l'ancien régime. Au contraire, l'envoi d'unités spéciales géorgiennes en Ossétie du Sud en décembre 2003 n'augure rien d'encourageant pour la paix et la stratégie pro-occidentale des dirigeants géorgiens est perçue par les séparatistes comme un ancrage dans le nationalisme d'Etat.

Etats inachevés, régimes autoritaires

La Russie serait-elle contre la démocratie des Etats du Caucase du Sud (76)? La question a fait le tour des capitales du Caucase du Sud depuis l'épreuve géorgienne. Cependant, il serait politiquement maladroit d'attri-

(71) « For Javakheti Armenians, home is where the base is », *Eurasianet.org*, 27 septembre 2002.

(72) Plusieurs incidents ont éclaté le long du Haut-Karabakh en 2003. Les ministres de la Défense arménien et azerbaïdjanais ont mutuellement rappelé leur capacité à défendre leur territoire.

(73) Alyson J. K. BAILES / Björn HAGELIN / Zdzisław LACHOWSKI / Sam PERLO-FREEMAN / Petter STA-LENHEIM / Dmitri TROFIMOV, *op. cit.*

(74) Des députés arméniens et azerbaïdjanais ont engagé un dialogue de paix à Edimbourg, en Ecosse. Les discussions font suite à une rencontre, le 11 décembre à Genève, des Présidents arménien et azerbaïdjanais. Cf. Andrew BLACK, « South Caucasus Talks A Success So Far », *The Scotsman*, 19 décembre 2003.

(75) Nathalie NOUGAYRÈDE, « Moscou convoque au Kremlin les dirigeants des trois enclaves séparatistes de Géorgie », *Le Monde*, 27 novembre 2003.

(76) Armen ZAKARIAN, « Opposition leader says Russia against democracy in Caucasus », *RFE/RL*, 16 décembre 2003.

buer les difficultés de ces Etats à la seule responsabilité d'une Russie hégémonique. Il y a, dans l'organisation de l'Etat sud-caucasien, des traits communs liés à une forme de maintien de la patrimonialisation du pouvoir, qui empêche toute construction d'un Etat de droit réellement institutionnalisé, où le pouvoir ne tendrait plus à devenir un patrimoine privé, comme si les trois Etats avaient quelques difficultés à passer de la légitimité traditionnelle à la légitimité légale-rationnelle. Ce détour par Max Weber apporte quelques éclairages sur la notion d'Etat sud-caucasien, Etat formé selon la tradition tillyenne dans la guerre, aux traits inachevés et dont l'aboutissement est la mise en place de régimes autoritaires et opaques en vertu de Constitutions articulées autour d'une seule personne, le Président de la République, dont l'exercice du pouvoir relève plus de l'élément personnel que de l'élément institutionnel.

On l'a bien vu dans la crise de succession en Azerbaïdjan, où Aliev père s'est empressé de remettre le pouvoir à Aliev fils, après quelques bricolages constitutionnels, faisant passer son pays de l'Etat post-soviétique à l'Etat dynastique (77) : c'est la raison d'Etat au service de la maison Aliev. On l'a vu également dans la crise de régime en Géorgie, où même si la Constitution garantissait au Président Edouard Chevardnadzé le droit de se maintenir au pouvoir jusqu'en 2005, celui-ci a été emporté par la révolution de velours : c'est la démocratie contre la présidentialisation du régime. On l'a vu enfin en Arménie, où le Président Robert Kotcharian arbitre à sa guise les litiges entre les trois partis de sa coalition gouvernementale, sans être à l'abri de la contestation populaire et d'une fronde d'une partie de son administration : c'est la société contre le pouvoir.

Fondé sur le modèle d'« Etat-garnison » russe, l'Etat du Caucase du Sud accorde aux forces de sécurité une place majeure dans l'organisation du pouvoir. Dans les trois pays, le régime se maintient ou bascule sous l'effet des forces de sécurité. Outre la construction de ce monopole de la violence légitime, les régimes sud-caucasiens apprennent à se doter du monopole fiscal pour remplir toutes les conditions d'un Etat, non sans difficulté tant la corruption est endémique (78) et la crise de confiance forte entre le régime et la population. A travers les arrestations et autre concentration du pouvoir, les sociétés sud-caucasiennes se fondent de plus en plus sur la peur : à Bakou, le pouvoir brandit la lutte contre la menace islamiste (79) pour museler l'opposition ; à Erevan, le pouvoir agite l'épouvantail de l'instabilité dans chaque fait et geste de l'opposition pour mieux la phagocyter ; en Géor-

(77) Dan BRENNAN, « Like father, like son? Azerbaijan's bleak legacy », *Eurasianet.org*, 23 décembre 2003 ; Peter K. FORSTER, « Azerbaijan : a clash of succession processes », *Eurasianet.org*, 30 septembre 2003.

(78) Selon l'ONG Transparency International, l'Arménie occuperait la 78^e place des pays corrompus et la Géorgie et l'Azerbaïdjan la 124^e sur les 133 places du classement. Cf. Emil DANIELYAN, « Global corruption survey claims improved governance in Armenia », *Eurasianet.org*, 20 octobre 2003.

(79) Konul KHALILOVA, « Authorities express concern about Islamic radicalism in Azerbaijan », *Eurasianet.org*, 18 janvier 2002.

gie, le pouvoir se cache derrière la menace d'éclatement pour justifier ses penchants nationalistes. Cependant, rien n'appelle l'examen de conscience : les sociétés sud-caucasiennes sont minées de l'intérieur par de profondes et dangereuses pathologies et il faudra plus qu'un test démocratique géorgien pour s'affranchir de ces angoisses collectives et faire reculer le fléau de l'autoritarisme et son enfant légitime, le nationalisme, sinon le fascisme.

Les critiques du Conseil de l'Europe et de l'OSCE en matière de recul de la démocratie, de fraudes électorales, d'atteintes aux droits de l'homme (80), de non-abolition de la torture (81), d'exactions contre des minorités religieuses (82), de fortes corruptions et de liens entre le pouvoir et des structures mafieuses ne donnent rien. Quant à la falsification de statistiques sur la mortalité infantile dans les trois Etats (83), le trafic d'organes humains (84), l'impunité du crime et le risque de terrorisme intra-étatique, les organisations pan-européennes se heurtent, sinon à l'immobilisme des régimes, du moins à leur mutisme, malgré les sempiternelles bonnes intentions des dirigeants.

Des économies sous double perfusion

Les bons chiffres macro-économiques de ces dernières années ne doivent pas masquer les difficultés auxquelles la région reste confrontée. La croissance de ces pays est partiellement due à de fortes dépenses publiques, qui ont contribué à aggraver les déficits budgétaires. Outre le douloureux processus du resserrement fiscal à entamer, les trois Etats affichent une dette extérieure de plus d'un milliard de dollars chacun (85) et des taux de pauvreté inquiétants. Après avoir encouragé les réformes structurelles, Banque mondiale, FMI et BERD s'attaquent désormais à la lutte contre la misère et la précarité. Les programmes du FMI de réduction de la pauvreté et ceux de la Banque mondiale d'assistance stratégique des Etats (*Country assistance strategy*) sont devenus les nouveaux paris des trois régimes en place, appelés à favoriser l'emploi et à créer des conditions décentes de vie pour des populations dont la moitié vit avec moins de 8 dollars par jour. L'aide internationale leur a permis d'éviter la famine. Les trois Etats le savent et s'ils ne respectent par le calendrier des réformes par le biais de « politiques

(80) Jean-Christophe PEUCH, « Azerbaijan : Rights Groups Say Post-Election Detainees Tortured », *RFE/RL*, 24 octobre 2003.

(81) L'OSCE demande notamment à l'Arménie et à la Géorgie d'accepter l'article 22 de la Convention de l'ONU contre la torture, qui permet de vérifier indépendamment des accusations de torture et donc de rompre le silence.

(82) Robert PARSONS, « Georgia : Reputation for tolerance slipping amidst attacks against religious minorities », *Eurasianet.org*, 30 juillet 2003.

(83) Antoine BLUA, « Central Asia / Caucasus : UNICEF Report Notes Child Survival 'Crisis' », *RFE/RL*, 22 juillet 2003.

(84) « US Human trafficking report faults Georgia, Kazakhstan, Turkey and Uzbekistan », *Eurasianet.org*, 21 août 2003.

(85) L'Arménie affiche une dette extérieure de 1,02 milliard de dollars, l'Azerbaïdjan de 1,63 milliard de dollars et la Géorgie de 1,8 milliard de dollars. Cf. *L'Etat du monde, op. cit.*

économiques responsables », c'est la suspension de toute aide qui les attend. En 2003, si le FMI a failli interrompre son aide à l'Azerbaïdjan (86), il a gelé ses programmes en Géorgie alors que le pays était au bord de l'effondrement (87). Dernièrement, le nouveau pouvoir et une délégation du FMI se sont mis d'accord pour lancer les réformes que le régime précédent refusait d'entamer (88).

Cette dépendance du Caucase du Sud vis-à-vis des organismes financiers internationaux cristallise amertume et repli dans les trois capitales, qui associent la mondialisation à l'américanisation. Pour les nationalistes et les communistes, l'intégration économique s'accompagne de l'importation de la culture américaine, qui érode identité nationale et souveraineté. Outre cette mise sous perfusion internationale, le Caucase du Sud glisse graduellement dans les bras de la Russie, qui utilise son réseau énergétique comme moyen de pénétration des marchés locaux. « *Cette fois*, déclare un député géorgien, *la Russie n'utilise pas les tanks mais les banques* » pour tenter de reprendre le contrôle géo-économique de la région (89). Moscou se sert de sa compagnie électrique, RAO Système énergétique unifié, pour reconstruire son espace d'influence. En 2002, la Russie et l'Arménie scellent un pacte « Assistance énergétique contre annulation de la dette », faisant passer 80 % du potentiel énergétique arménien aux mains des Russes (90). Le 28 mai 2003, la Géorgie et la Russie signent un « partenariat stratégique », en vertu duquel Gazprom devient le fournisseur officiel d'énergie de la Géorgie (91). L'artisan de ce troc économique, Anatoly Tchoubaïs, ancien « M. privatisations » sous Boris Eltsine, a annoncé que le Caucase du Sud et l'Asie centrale allaient bientôt dépendre du réseau énergétique russe dans la perspective de la création d'une zone économique commune (92). La domination énergétique de cette ancienne marche caucasienne ne correspond qu'à une étape dans le vaste projet d'exportations de ressources énergétiques russes vers la Turquie à travers le projet Blue Stream contre les oléoducs BTC et BTS et vers le Proche-Orient contre le projet de gazoduc irano-arménien. Dès lors, l'indépendance des Etats du Caucase du Sud n'est-elle pas compromise par la Russie, dont l'objectif est d'utiliser les infrastructures soviétiques pour démontrer leur interdépendance ?

(86) Tim WALL, « IMF warns Azerbaijan assistance program 'off track' », *Eurasianet.org*, 3 janvier 2003.

(87) Troy ETULAIN, « IMF sets mid august deadline for Georgian economic reforms », *Eurasianet.org*, 14 juillet 2003. Depuis 1994, le FMI a accordé des crédits de 370 millions de dollars à la Géorgie.

(88) « Georgia : International Monetary Fund To Help Government », *RFE/RL*, 26 novembre 2003.

(89) Haroutioun KHACHATRIAN, « Russian moves in Caucasus energy and power sectors could have geopolitical impact », *Eurasianet.org*, 25 septembre 2003.

(90) Haroutioun KHACHATRIAN, « Yerevan-Moscow debt pact extends Russia's Caucasus influence », *Eurasianet.org*, 30 juillet 2002.

(91) Jaba DEVDARIANI, « Potential deal with Russian gas conglomerate sparks controversy in Georgia », *Eurasianet.org*, 6 juin 2003. Le 26 mai correspond à la date d'indépendance de la Géorgie.

(92) Igor TORBAKOV, « Russia seeks to use energy abundance to increase political leverage », *Eurasianet.org*, 19 novembre 2003.

CONCLUSION

Entre rupture et continuité, l'isthme du Caucase se conjuguerait donc au pluriel et dans l'interconnexion. C'est son cercle vicieux (93). Autrement dit, l'ancienne Transcaucasie n'en finirait pas de mourir, le nouveau Caucase du Sud aurait du mal à naître. « *Malheureusement*, déclarait en 1994 l'ex-Président Edouard Chevardnadzé, *le monde ne connaît pas le Caucase, l'une des régions les plus compliquées* » (94)... et les plus violentes. Or, sa tradition exige la recherche du compromis. Un équilibre dont Russes, Américains et Européens devraient se saisir pour rétablir la paix, au lieu de laisser les régimes en place penser que la sécurité est l'apanage de l'État-nation. En fait, il manque un grand dessein au Caucase du Sud pour accompagner la reconstruction des sociétés et partager ensemble les fruits de la croissance. Ce grand dessein, Arméniens, Azerbaïdjanais et Géorgiens en avaient plus que dessiné les contours en 1917-1918. Il portait le nom de Confédération caucasienne.

(93) François THUAL, *Le Caucase. Arménie, Azerbaïdjan, Dardhestan, Géorgie, Tchétchénie*, Paris, Flammarion, coll « Dominos », 2001.

(94) Interview d'Edouard Chevardnadzé, *Radio Tbilissi*, 8 août 1994.